

Art. 6. Le Conseil d'administration du Fonds social et de garantie pour les employés de l'industrie alimentaire fixe les directives nécessaires à l'exécution de la présente convention collective de travail.

CHAPITRE III. — Entrée en vigueur

Art. 7. La présente convention collective de travail est conclue pour une durée déterminée.

Elle entre en vigueur le 1^{er} janvier 1989 et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 1989.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 3 mars 1989.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

L. VAN DEN BRANDE

Art. 6. De Raad van Beheer van het Waarborg- en Sociaal Fonds voor de bedienden uit de voedingsrijverheid legt de administratieve richtlijnen vast die nodig zijn voor de uitvoering van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

HOOFDSTUK III. — Inwerkingtreding

Art. 7. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is gesloten voor een bepaalde tijd.

Zij treedt in werking op 1 januari 1989 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 1989.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 3 maart 1989.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

L. VAN DEN BRANDE

F. 89 — 628

20 MARS 1989. — Arrêté royal relatif aux allocations de chômage octroyées aux travailleurs handicapés occupés en atelier protégé (1)

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7, modifié par les lois des 14 juillet 1951, 14 février 1961, 16 avril 1963, 11 janvier 1967, 10 octobre 1967, les arrêtés royaux n° 13 du 11 octobre 1978 et n° 28 du 24 mars 1982, et les lois des 22 janvier 1985 et 30 décembre 1988;

Vu l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relative à l'emploi et au chômage, notamment le titre III;

Vu l'arrêté royal du 24 juin 1971 relatif aux allocations de chômage accordées aux travailleurs handicapés occupés en atelier protégé, modifié par l'arrêté royal du 29 janvier 1974;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office national de l'Emploi;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 3 février 1989;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnée, le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence motivée par le fait que les récentes modifications dans la réglementation du chômage nécessitent une réadaptation des règles en vigueur concernant l'octroi des allocations de chômage aux travailleurs handicapés occupés en atelier protégé;

(1) Références au *Moniteur belge* :

Arrêté-loi du 28 décembre 1944, *Moniteur belge* du 30 décembre 1944.

Loi du 14 juillet 1951, *Moniteur belge* du 16 décembre 1951.

Loi du 14 février 1963, *Moniteur belge* du 23 février 1963.

Loi du 16 avril 1963, *Moniteur belge* du 23 avril 1963.

Loi du 11 janvier 1967, *Moniteur belge* du 14 janvier 1967.

Loi du 10 octobre 1967, *Moniteur belge* du 31 octobre 1967.

Arrêté royal n° 13 du 11 octobre 1978, *Moniteur belge* du 31 octobre 1978.

Arrêté royal n° 28 du 24 mars 1982, *Moniteur belge* du 26 mars 1982.

Loi du 22 janvier 1985, *Moniteur belge* du 24 janvier 1985.

Loi du 30 décembre 1988, *Moniteur belge* du 5 janvier 1989.

Arrêté royal du 20 décembre 1963, *Moniteur belge* du 18 janvier 1964.

Arrêté royal du 24 juin 1971, *Moniteur belge* du 1^{er} juillet 1971.

Arrêté royal du 29 janvier 1974, *Moniteur belge* du 27 mars 1974.

N. 89 — 628

20 MAART 1989. — Koninklijk besluit betreffende werkloosheidsuitkeringen toegekend aan de in een beschermde werkplaats tewerkgestelde minder-valide werknemers (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 7, gewijzigd bij de wetten van 14 juli 1951, 14 februari 1961, 18 april 1963, 11 januari 1967, 10 oktober 1967, de koninklijke besluiten nr. 13 van 11 oktober 1978 en nr. 28 van 24 maart 1982, en de wetten van 22 januari 1985 en 30 december 1988;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid, inzonderheid op titel III;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 juni 1971 betreffende de werkloosheidsuitkeringen toegekend aan de in een beschermde werkplaats tewerkgestelde minder-valide werknemers, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 29 januari 1974;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 3 februari 1989;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat de recente wijzigingen in de werkloosheidsreglementering een herwerking van de bestaande regeling betreffende de toekenning van de werkloosheidsuitkeringen aan de in een beschermde werkplaats tewerkgestelde minder-valide werknemers vereisen;

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Besluitwet van 28 december 1944, *Belgisch Staatsblad* van 30 december 1944.

Wet van 14 juli 1951, *Belgisch Staatsblad* van 16 december 1951.

Wet van 14 februari 1961, *Belgisch Staatsblad* van 15 februari 1961.

Wet van 16 april 1963, *Belgisch Staatsblad* van 23 april 1963.

Wet van 11 januari 1967, *Belgisch Staatsblad* van 14 januari 1967.

Wet van 10 oktober 1967, *Belgisch Staatsblad* van 31 oktober 1967.

Koninklijk besluit nr. 13 van 11 oktober 1978, *Belgisch Staatsblad* van 31 oktober 1978.

Koninklijk besluit nr. 28 van 24 maart 1982, *Belgisch Staatsblad* van 26 maart 1982.

Wet van 22 januari 1985, *Belgisch Staatsblad* van 24 januari 1985.

Wet van 30 december 1988, *Belgisch Staatsblad* van 5 januari 1989.

Koninklijk besluit van 20 december 1963, *Belgisch Staatsblad* van 18 januari 1964.

Koninklijk besluit van 24 juni 1971, *Belgisch Staatsblad* van 1 juli 1971.

Koninklijk besluit van 29 januari 1974, *Belgisch Staatsblad* van 27 maart 1974.

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail et de Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à la Politique des Handicapés,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par « l'arrêté royal », l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage.

Art. 2. Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux travailleurs handicapés occupés dans un atelier protégé visé aux articles 47 et 144 de l'arrêté royal du 5 juillet 1963 concernant le reclassement social des handicapés, dont la rémunération mensuelle normale moyenne est pendant l'entièreté ou une partie de la période visée aux articles 118, 120 et 124 de l'arrêté royal, inférieure à 26 fois le salaire journalier de référence fixé en exécution de l'article 171ter, § 4, de l'arrêté royal.

Les travailleurs visés à l'alinéa précédent, qui sont admissibles sur la base de l'arrêté royal ou de l'arrêté royal du 8 août 1986 relatif à l'octroi d'allocations d'attente aux jeunes travailleurs qui ont terminé leurs études, peuvent, à leur demande, bénéficier de l'application desdits arrêtés.

Art. 3. Les dispositions du titre III de l'arrêté royal sont applicables aux travailleurs handicapés occupés dans un atelier protégé, à l'exception des articles 160, §§ 1er à 7, § 8, alinéa 5, § 9, et 171bis.

Sont toutefois, pour l'application des articles 118, 120, 124 et 171sexies de l'arrêté royal, prises en considération, les journées ou demi-journées de travail prestées en atelier protégé contre une rémunération au moins égale à celle fixée en vertu de l'article 23, alinéa 6, de la loi du 16 avril 1963 relative au reclassement social des handicapés.

Sont également censés remplir les conditions prévues à l'article 118 de l'arrêté royal, les travailleurs qui justifient d'une occupation de cent jours au moins dans un atelier protégé au cours des six mois précédant la demande d'allocations de chômage.

Art. 4. §1er. Le taux des allocations de chômage octroyé aux travailleurs handicapés admis au bénéfice des allocations de chômage sur la base de prestations de travail accomplies dans un atelier protégé et dont la rémunération mensuelle normale moyenne est inférieure à 26 fois le salaire journalier de référence déterminé en vertu de l'article 171ter, § 4, de l'arrêté royal est fixé, pour les travailleurs qui justifient se trouver dans une des situations visées à l'article 160, § 2, 2° et 3° de l'arrêté royal, à 60 p.c. de la rémunération journalière moyenne perçue au cours de la plus récente période d'occupation en atelier protégé et, pour les autres travailleurs, à 50 p.c. de cette rémunération journalière moyenne.

Par rémunération, il y a lieu d'entendre toutes sommes ou avantages auxquels le travailleur a droit en exécution de son contrat de travail, tels qu'ils sont déterminés pour le prélèvement des cotisations de sécurité sociale et qui ont effectivement donné lieu à ce prélèvement.

Les travailleurs qui bénéficient d'allocations de chômage au taux de 60 p.c., doivent, au moins une fois par an, justifier, sur le document visé à l'article 160, § 8, alinéa 5 de l'arrêté royal, qu'ils se trouvent toujours dans la situation donnant droit à ce taux d'indemnisation.

§ 2. Le montant de l'allocation de chômage calculé en fonction de la rémunération journalière moyenne, attribué lors de la demande d'allocations de chômage, est maintenu pendant toute la durée du chômage. Ce montant est révisé chaque fois que le travailleur introduit une nouvelle demande d'allocations au moins vingt-quatre mois après sa plus récente journée d'indemnisation, qu'il y ait eu ou non reprise de travail. Ce délai de vingt-quatre mois est calculé de date à date.

§ 3. Le Ministre détermine après avis du Comité de gestion :

1° la rémunération journalière moyenne, le mode de calcul et les tranches de rémunération sur la base desquelles sont calculées les allocations de chômage;

2° la rémunération dont il faut tenir compte en cas d'absence de rémunération ou d'activité insuffisante.

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid en van Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Gehandicaptenbeleid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder « het koninklijk besluit », het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid.

Art. 2. De bepalingen van dit besluit zijn toepasselijk op de minder-valide werknemers tewerkgesteld in een beschermde werkplaats bedoeld in de artikelen 47 en 144 van het koninklijk besluit van 5 juli 1963 betreffende de sociale reclassering van de minder-validen wier normaal gemiddeld maandloon, tijdens de volledige of een gedeelte van de in de artikelen 118, 120 en 124 van het koninklijk besluit bedoelde periode, minder bedraagt dan 26 maal het dagelijks referenteloon vastgesteld krachtens artikel 171ter, § 4, van het koninklijk besluit.

De in het vorig lid bedoelde werknemers die toelaatbaar zijn op basis van het koninklijk besluit of van het koninklijk besluit van 8 augustus 1986 betreffende de toekenning van wachtuitkeringen aan jonge werknemers die hun studies beëindigd hebben, kunnen, op eigen aanvraag, van de toepassing van bedoelde besluiten genieten.

Art. 3. De bepalingen van titel III van het koninklijk besluit zijn van toepassing op de minder-valide werknemers, tewerkgesteld in een beschermde werkplaats met uitzondering van de artikelen 160, §§ 1 tot en met 7, § 8, vijfde lid, § 9, en 171bis.

Nochtans worden voor de toepassing van de artikelen 118, 120, 124 en 171sexies van het koninklijk besluit de arbeidsdagen of halve arbeidsdagen in aanmerking genomen die verricht werden in de beschermde werkplaats tegen een loon dat tenminste gelijk is aan datgene vastgesteld krachtens artikel 23, zesde lid, van de wet van 16 april 1963 betreffende de sociale reclassering van de minder-validen.

Worden eveneens geacht de voorwaarden te vervullen voorzien in artikel 118 van het koninklijk besluit, de werknemers die tenminste honderd dagen tewerkstelling in een beschermde werkplaats in aanmerking kunnen doen nemen in de loop van de zes maanden voor de aanvraag om werkloosheidsuitkeringen.

Art. 4. § 1. Het bedrag van de werkloosheidsuitkeringen toegekend aan de mindervalide werknemers die op werkloosheidsuitkeringen gerechtigd worden op grond van arbeidsprestaties, verricht in een beschermde werkplaats en waarvan het normaal gemiddeld maandloon minder bedraagt dan 26 maal het dagelijks referenteloon bepaald krachtens artikel 171ter, § 4, van het koninklijk besluit wordt voor de werknemers die bewijzen dat zij in één van de toestanden verkeren voorzien in artikel 160, § 2, 2° en 3° van het koninklijk besluit, vastgesteld op 60 pct. van het gemiddeld dagloon verdiend tijdens de laatste tewerkstellingsperiode in een beschermde werkplaats en voor de andere werknemers op 50 pct. van dat gemiddeld dagloon.

Onder loon dient te worden verstaan alle bedragen of voordelen waarop de werknemer recht heeft ter uitvoering van zijn arbeids-overeenkomst zoals zij bepaald zijn voor de inning van de bijdragen voor de sociale zekerheid en die effectief tot deze inhouding aanleiding hebben gegeven.

De werknemers die werkloosheidsuitkeringen genieten aan het bedrag van 60 pct., moeten ten minste éénmaal per jaar bewijzen op het document voorzien in artikel 160, § 8, vijfde lid van het koninklijk besluit, dat zij zich nog steeds in de toestand bevinden die recht geeft op dit vergoedingsbedrag.

§ 2. Het bedrag van de werkloosheidsuitkering berekend in functie van het gemiddeld dagloon, toegekend bij de aanvraag om werkloosheidsuitkeringen wordt behouden gedurende de gehele duur van de werkloosheid. Dit bedrag wordt herzien telkens als de werknemer een nieuwe aanvraag tot uitkeringen indient tenminste vierentwintig maanden na zijn recentste uitkeringsdag, ongeacht of er al dan niet werkherhvatting is geweest. Deze termijn van vierentwintig maanden wordt berekend van datum tot datum.

§ 3. Na advies van het beheerscomité bepaalt de Minister :

1° het gemiddeld dagloon, de wijze van berekening en de loon-schijven waarop de werkloosheidsuitkeringen worden berekend;

2° met welk loon er rekening moet worden gehouden wanneer er geen loon of onvoldoende activiteit is.

Art. 5. Les bénéficiaires d'allocations de chômage en application du présent arrêté ne sont admis au bénéfice des allocations de chômage prévues par l'arrêté royal que lorsqu'ils remplissent les conditions déterminées aux articles 118, 119, 120, 121, 122, 125 ou 171sexies dudit arrêté royal. Les journées pour lesquelles est octroyée une allocation de chômage en application du présent arrêté, une allocation d'attente ou de transition ou une allocation en application de la législation relative à l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, ne sont toutefois pas prises en considération pour l'application de l'article 122 de l'arrêté royal.

Art. 6. L'arrêté royal du 24 juin 1971 relatif aux allocations de chômage accordées aux travailleurs handicapés occupés en atelier protégé, modifié par l'arrêté royal du 29 janvier 1974 est abrogé.

Art. 7. Le présent arrêté produit ses effets le 1er mars 1989.

Art. 8. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 mars 1989.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
L. VAN DEN BRANDE

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique
et à la Politique des Handicapés,
R. DELIZEE

Art. 5. De gerechtigden op werkloosheidsuitkeringen in toepassing van dit besluit worden slechts toegelaten tot het genot van werkloosheidsuitkeringen voorzien bij het koninklijk besluit, wanneer ze de voorwaarden vervullen bepaald in de artikelen 118, 119, 120, 121, 122, 125 of 171sexies van het koninklijk besluit. De dagen voor dewelke een werkloosheidsuitkering in toepassing van dit besluit, een wacht- of overbruggingsuitkering wordt toegekend of een uitkering in toepassing van de wetgeving betreffende de verplichte verzekering tegen ziekte- en invaliditeit worden voor de toepassing van artikel 122 van het koninklijk besluit echter niet in aanmerking genomen.

Art. 6. Het koninklijk besluit van 24 juni 1971 betreffende de werkloosheidsuitkeringen toegekend aan de in een beschermde werkplaats tewerkgestelde minder-valide werknemers, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 29 januari 1974, wordt opgeheven.

Art. 7. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 maart 1989

Art. 8. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 maart 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
L. VAN DEN BRANDE

De Staatssecretaris
voor Volksgezondheid en Gehandicaptenbeleid,
R. DELIZEE

F. 89 — 629

23 MARS 1989. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 18 avril 1974 déterminant les modalités d'application de la loi du 4 janvier 1974 relative aux jours fériés (1)

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 4 janvier 1974 relative aux jours fériés, notamment l'article 14;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 1974 déterminant les modalités générales d'exécution de la loi du 4 janvier 1974 relative aux jours fériés, notamment les articles 13, modifié par l'arrêté royal du 6 janvier 1984 et 14;

Vu l'avis n° 908 du Conseil national du Travail en date du 7 février 1989;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que les employeurs et l'Administration doivent être mis au courant d'urgence de leurs nouvelles obligations administratives;

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 4 janvier 1974, *Moniteur belge* du 31 janvier 1974.

Arrêté royal du 18 avril 1974, *Moniteur belge* du 24 avril 1974.

Arrêté royal du 6 janvier 1984, *Moniteur belge* du 25 janvier 1984.

N. 89 — 629

23 MAART 1989. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 18 april 1974 tot bepaling van de algemene wijze van uitvoering van de wet van 4 januari 1974 betreffende de feestdagen (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 4 januari 1974 betreffende de feestdagen, inzonderheid op artikel 14;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 1974 tot bepaling van de algemene wijze van uitvoering van de wet van 4 januari 1974 betreffende de feestdagen, inzonderheid op de artikelen 13, gewijzigd bij koninklijk besluit van 6 januari 1984 en 14;

Gelet op het advies nr. 908 van de Nationale Arbeidsraad d.d. 7 februari 1989;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de werkgevers en de Administratie ten spoedigste op de hoogte dienen te zijn van hun nieuwe administratieve verplichtingen;

(1) Verwijzigen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 4 januari 1974, *Belgisch Staatsblad* van 31 januari 1974.

Koninklijk besluit van 18 april 1974, *Belgisch Staatsblad* van 24 april 1974.

Koninklijk besluit van 6 januari 1984, *Belgisch Staatsblad* van 25 januari 1984.